

## ÉDITO

DOMINIQUE BERNS

### L'UE est notre chance, ne la gâchons pas

Depuis la chute du communisme, les nouveaux Etats membres d'Europe centrale et orientale ont perdu plus de 8 millions d'habitants.

L'Est de l'Union, depuis les années 90, ne fait plus assez d'enfants ; et ceux-ci, devenus adultes, s'expatrient plus souvent qu'à leur tour vers l'Ouest.

L'adhésion, pourtant, portait la promesse d'une convergence, à terme, vers les niveaux de vie occidentaux.

Mais voilà : dans la plupart des nouveaux Etats membres, on en est encore très loin.

Sans doute la vulgate assure-t-elle que la mobilité des travailleurs illustrerait la réussite du projet européen.

On peut en douter – ou s'interroger sur la véritable nature de ce projet.

L'exode, parfois massif, d'une partie du « capital humain » hypothèque l'avenir des nouveaux Etats membres.

Car les plus « mobiles » sont le plus souvent les plus jeunes et les plus qualifiés.

Tout se passe comme si les nouveaux Etats membres fournissaient aux économies du cœur de l'Europe une

réserve de main-d'œuvre meilleur marché, utilisable sur place (en délocalisant la production) ou ici (en délocalisant le travailleur).

Promesse déçue là-bas, l'Europe n'est-elle pas de plus en plus souvent associée, chez nous, au dumping social ? En attirant des travailleurs venus de l'Est (et, depuis la crise de l'euro, des pays du sud de la zone), l'Allemagne, en

L'adhésion, pourtant, portait la promesse d'une convergence, à terme, vers les niveaux de vie occidentaux

particulier, peut compenser son propre déclin démographique et assurer sa position d'économie dominante.

Mais qui gagne à ce jeu ? Certainement pas l'idéal d'une Union de peuples mettant leurs forces en commun pour garantir la prospérité partagée.

Se pourrait-il que cet idéal soit un leurre ? Que les beaux discours visent en réalité à dissimuler une Europe hiérarchisée, organisant une forme

d'échange inégal entre un centre et une ou plusieurs périphéries ?

L'Europe, dira-t-on, serait bien moins inégalitaire que les Etats-Unis. Faux !

Le degré d'inégalité est aussi élevé qu'outre-Atlantique, si on l'estime à l'échelle de l'Union sans tenir compte des frontières nationales.

Les optimistes verront sans doute le verre à moitié plein : les inégalités ne sont pas plus grandes chez nous, alors que l'Union, qui n'est pas une nation avec des transferts sociaux et fiscaux, s'est élargie à des pays beaucoup plus pauvres.

La politique de l'autruche, cependant, a ses limites.

Certes, on peut se donner bonne conscience en dénonçant la montée des populismes et du sentiment anti-européen. Mais il est plus urgent d'en chercher les causes profondes – et de les combattre.

Surtout si l'on est convaincu qu'une Union européenne est indispensable face à la renaissance de l'Empire chinois et à la stratégie « America First » de M. Trump.